



FIN DU PREMIER TRIMESTRE SCOLAIRE 2025-2026

02 DEFIS MAJEURS A RELEVER, 02 PARAMETRES STRATEGIQUES A MAITRISER ET 01 CONTEXTE SOCIO POLITIQUE A CONTROLER

En cette fin du premier trimestre scolaire 2025-2026, la COSYDEP a procédé à une analyse croisée des rapports des observatoires de la qualité de l'éducation, des comptes rendus de missions informant des situations observées sur le terrain et du document de budget LFI 2026 pour apprécier le contexte, objectiver les constats et formuler des recommandations. Les points clefs de l'analyse révèlent des efforts à parachever (problématique des décisionnaires, gestion de la crise universitaire, rénovation du lycée Limamou Laye) mais aussi des défis structurels (déficits en personnel, en infrastructures, matériels et autres intrants). L'exercice a permis d'identifier deux défis majeurs à relever, deux paramètres stratégiques à maîtriser et un contexte sociopolitique à contrôler :

DEUX DEFIS MAJEURS A RELEVER

1. L'inclusion dans l'éducation constitue une préoccupation de justice et d'équité sociales qui invite à bâtir des réponses plus coordonnées.

Développer résolument une stratégie nationale concertée pour une meilleure inclusion des cibles les plus vulnérables (éducation en zones enclavées, frontalières et insulaires ; prise en charge des enfants et jeunes jamais scolarisés, prématurément déscolarisés ou à besoins spéciaux, renforcement des sous-secteurs sous dotés tels que la petite enfance, le non formel, les daaras, ...).

2. L'exigence d'améliorer les performances du secteur qui enregistre des taux d'échec et de décrochage préoccupants en soutenant un environnement des apprentissages sain, sécurisé, répondant aux standards de qualité.

Accélérer l'amélioration de la qualité des apprentissages par l'éradication des abris provisoires ; la réhabilitation systématique des écoles vétustes ; l'extension du réseau scolaire ; le renforcement du personnel enseignant et du mobilier scolaire ; l'alimentation en milieu scolaire ; l'intégration stratégique du numérique.

DEUX PARAMETRES STRATEGIQUES A MAITRISER

1. L'environnement géopolitique qui invite à bâtir un modèle éducatif plus moderne et plus résilient face aux crises politiques et sécuritaires qui encerclent notre pays ; sanitaires et environnementales qui découlent de l'action humaine sur la nature. Les enjeux géopolitiques, les pressions économiques et les dynamiques internes appellent à une vigilance accrue.

Intégrer pleinement les exigences géopolitiques et sécuritaires dans la gouvernance éducative, en développant des dispositifs de prévention et de gestion des crises ; des programmes éducatifs adaptés aux enjeux de paix, de citoyenneté et de cohésion sociale. Cela invite à accélérer la refondation annoncée du système qui devrait enfin impliquer l'adoption d'un code de l'enfant et la révision de la loi d'orientation de l'Education nationale devenue obsolète.

2. Repenser le financement du système dans un contexte économique marqué par le retrait de certains grands bailleurs. Les limites du modèle actuel de financement de l'éducation, fortement orienté vers le fonctionnement au détriment de l'investissement productif, imposent un changement de paradigmes. Pour 2026, malgré des budgets historiquement importants, l'investissement ne représente encore que 7,77% du budget du MEN et 10,10% du budget sectoriel, confirmant le caractère structurel de cette faiblesse. Cette situation indique une capacité limitée du MEN à financer durablement les infrastructures et équipements nécessaires à l'amélioration de la qualité.

Privilégier des budgets mieux distribués et plus sensibles à la vulnérabilité ; l'optimisation des ressources existantes et le développement de mécanismes de financements innovants, adaptés au contexte de raréfaction de l'aide extérieure, à travers une justice fiscale en faveur des services sociaux de base.

UN CONTEXTE SOCIO POLITIQUE A CONTROLER

1. La prégnance d'un espace public envahi par des jeux d'acteurs politiques ne permet pas une correcte prise en charge des défis et paramètres soulevés. L'orientation du débat relègue au second plan des questions fondamentales de développement économique et social. La COSYDEP rappelle que ces dynamiques, quelles qu'elles soient, ne doivent en aucun cas détourner l'attention collective aux impératifs de stabilité sociale, de cohésion nationale et de renforcement des services publics essentiels au premier rang desquels l'éducation et la formation.

Assainir l'espace social et replacer l'éducation au cœur des priorités absolues des débats de société, en protégeant l'école des tensions politiques. Le pacte social, qui se veut de créer un climat paisible et stable, devrait aussi engager les acteurs politiques.

La COSYDEP réaffirme son engagement indéfectible en faveur d'une éducation publique inclusive et équitable ; stable et protectrice ; d'un système éducatif fondé sur la qualité ; d'un pilotage transparent et participatif ; d'une vision nationale tournée vers l'avenir, l'équité et la justice sociale. Par ailleurs, elle réaffirme qu'aucune réforme durable ne peut réussir sans un dialogue constructif, une gouvernance transparente et des investissements adaptés. Elle invite l'ensemble des acteurs à consolider les acquis et à relever les défis persistants, dans un esprit de responsabilité et de partenariat, pour un bon dénouement de l'année scolaire.

La COSYDEP souhaite une excellente année 2026 à tou-te-s et une Participation triomphale de l'équipe du Sénégal à la CAN
L'école, Notre Parti : la COSYDEP s'engage, se mobilise et mobilise

Fait à Dakar, le 28 décembre 2025

Commentaires : 77 640 08 15 / 77 307 44 81